



Département de la
Seine-Maritime

Le Maire
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

Le 14 Décembre 2015

Information n° 1

Extrait du Registre des délibérations du Conseil Municipal

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	30
Nombre de Pouvoirs	3
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le **15 Décembre 2015**

L'an deux mille quinze, à **dix huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **17 Novembre 2015**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Appel nominal :

Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**,
Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Gilbert **FOURNIER**, Virginie **LAMBERT**,
Emmanuel **DELINEAU**, Gérard **DELAHAYS**, Jean-Pierre **QUEMION**,
Philippe **KWIATKOWSKI**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**,
Marie-Christine **BASSET**, Frédéric **PATROIS**, Marie-Paule **DESHAYES**,
Sophie **CAPELLE**, Karine **LOUISET**, Estelle **FERRON**, Stéphanie **ONFROY**,
Alexandre **MORA**, Juliette **LOZACH**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**,
Pascal **DUMESNIL**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Aurélien **LECACHEUR**,
Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir :

Olivier LARDANS (Pouvoir à Virginie **LAMBERT**), Valérie LEDOUX
(Pouvoir à Gérard **DELAHAYS**), Nordine HASSINI (Pouvoir à Jérôme **DUBOST**).

Désignation du Secrétaire de séance :

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance à **l'unanimité**.

REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU

LUNDI 14 DECEMBRE 2015

INFORMATION : n° 1

1-1

OBJET : Information aux Conseillers Municipaux sur l'utilisation par Monsieur le Maire de la délégation de signature accordée par le Conseil Municipal en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

RAPPORTEUR : Monsieur Daniel FIDELIN, Maire

Lors de notre Conseil Municipal du 14 avril 2014, vous m'avez autorisé à utiliser, selon l'article L 2122-22-4 du Nouveau Code des Collectivités Territoriales, des délégations de signature notamment à « prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget et dans la limite du montant prévu par l'article 26 du Code des Marchés Publics" (seuil modifié périodiquement en fonction du calcul réalisé par la commission européenne.).

Aussi, dans le cadre de cette délégation, j'ai l'honneur de vous informer de la signature des contrats et marchés suivants :

SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE :

1) Restauration du Temple Protestant – Lot n° 2 « couverture » - Avenant (DE1512I1_1M)

Dans le cadre des travaux de restauration du Temple Protestant des modifications sont nécessaires sur le lot n° 2 « couverture ». Il a donc été décidé de confier un avenant à l'entreprise GALLIS (111 rue du Général de Gaulle, 76520 FRANQUEVILLE SAINT PIERRE) pour les points suivants :

- Réalisation d'une couverture en zinc prépatiné sur le fronton d'entrée au lieu d'une couverture en ardoises pour laquelle la pente de toit serait trop faible.
- Modification du module d'ardoises à utiliser afin d'obtenir une continuité satisfaisante des pignons entre les versants droits et les absides est et ouest dont la pente de toit est plus prononcée.
- Réfection à neuf des deux épis de faîtage dont la restauration initialement prévue pour l'un s'avère irréalisable compte-tenu de son état de conservation.

Au total, l'ensemble de ces modifications représentent une plus-value globale de 23.595,49 € HT et une moins-value globale de 23.364,20 € HT, soit au total une différence en plus-value de 231,29 € HT, soit 277,55 € TTC.

De ce fait, le marché de l'entreprise GALLIS, titulaire du lot n°2 « couverture » d'un montant initial de 52.467,71 € HT, augmenté par un premier avenant à 61.107,53 € HT, passe aujourd'hui à 61.338,82 € HT, soit 73.606,58 € TTC.

Imputation budgétaire : 2313-324-1030

2) Carrefour giratoire en accès au parc d'activités d'Epaville - Avenant (DE1512I1_2M)

Dans le cadre des travaux de création d'un carrefour giratoire en accès au parc d'activités d'Epaville, des modifications sont nécessaires au lot n° 1 « voirie et réseaux divers ». Il a donc été décidé de confier un avenant à l'entreprise EUROVIA (5 rue de la Plaine, 76700 GONFREVILLE L'ORCHER) portant sur un certain nombre de modifications :

1. Topographie : 150m² de chaussée à créer en plus.
2. Viabilisation de la parcelle au Sud-Est (« SOPIC ») :
 - ✓ Pour le pluvial : prolongement du Ø600 existant
 - ✓ Pour le raccordement des eaux usées : transformation du branchement 60x60 initialement prévu en Ø1000 afin de permettre éventuelle prolongation du réseau.
 - ✓ Pour la gestion des eaux pluviales de la parcelle : prolongation du fossé existant et création d'une grille pour rejet dans fossé existant de l'autre côté de la branche Est du giratoire.
3. Modification réseaux eaux pluviales suite aux remarques CO.D.A.H :
 - ✓ Passage de tuyaux Ø300 béton en Ø200 PVC
4. Les mâts déposés ont pu être reposés.
5. Les déblais en place n'ont pas pu être mis en remblais de chaussée : Il est donc convenu de mettre en œuvre du matériau « Scorgrave » en remblais et mise en forme paysagère des déblais du site.
6. Du fait de la mise en œuvre en remblais de matériaux de type « scorgrave », il est demandé de mettre en œuvre ce même matériaux en couche de forme (en remplacement de la Grave Non Traité 0/80 et 0/31.5).
7. Mise à niveau d'ouvrages existants non rétrocedés à la CO.D.A.H.
8. Un dénivelé important (fossé) existe sur les abords du giratoire. Pour sécuriser ce fossé, une reprise du busage du fossé sera réalisée.

Au total, l'ensemble de ces modifications représente **une plus-value qui s'élève à 49.486,37 € HT, soit 59.383,64 € TTC.**

De ce fait, le marché de l'entreprise EUROVIA, titulaire du lot n°1 « voirie et réseaux divers » d'un montant initial de 397.525,85 € HT, passe aujourd'hui à 447.012,22 € HT, soit 536.414,66 € TTC.

Imputation budgétaire : 605-011-90 (budget annexe d'Epaville)

3) Réfection du sol de l'aire de jeux du parc des Salines (DE1512I1_3M)

Suite à la consultation organisée le 18 août 2015 pour procéder aux travaux de réfection du sol de l'aire de jeux du parc des Salines, il a été décidé de confier ces travaux à l'entreprise Environnement Service (2600 route de Neufchâtel 76230 QUINCAMPOIX) pour un montant de 14.990,22€ HT.

Ces travaux ont démarré le 2 novembre 2015 pour une durée globale de 7 semaines.

Imputation budgétaire : 2135-422

4) Nettoyage des surfaces extérieures (DE1512I1 _4M)

Suite à la nécessité de faire procéder au nettoyage et à l'enlèvement des graffitis sur les surfaces extérieures des bâtiments municipaux, il a été décidé de confier, au terme d'une consultation organisée le 24 Juin 2015, ces prestations à l'entreprise Haute Technologie Plastique (20 rue Berthe Morisot – Lot n°209 – 95220 HERBLAY).

Le marché est un marché à bons de commande d'une durée d'1 an, renouvelable tacitement 3 fois, dont les montants de prestations sont susceptibles de varier de la façon suivante :

- Mini annuel HT : 15.000 €
- Maxi annuel HT : 50.000 €

Imputation budgétaire : 61523-822

5) Colis de Noël aux anciens (DE1512I1 _5M)

Suite à la consultation organisée le 16 Septembre 2015 pour offrir un colis de Noël aux anciens de la commune de Montivilliers, il a été décidé de confier ce marché à la société PJV (101 avenue de Verdun – 95100 ARGENTEUIL).

Le prix unitaire des colis est de 13,41 € TTC pour une personne seule et de 19,82 € TTC pour un couple.

Les colis seront livrés mi-décembre 2015 pour une distribution avant les fêtes de fin d'année.

(Pour mémoire, le nombre de colis livrés en 2014 était de : 673 colis pour une personne seule et 33 pour un couple).

Imputation budgétaire : 60623-61 (budget du CCAS)

6) Réfection de la toiture terrasse de l'Hôtel de Ville (DE1512I1 _6M)

Suite à la consultation organisée le 11 Septembre 2015 pour procéder aux travaux de réfection de la toiture terrasse de l'Hôtel de Ville de Montivilliers, il a été décidé de confier ces travaux à l'entreprise Sautreuil Couverture et Etanchéité (4 rue du val à la Reine 76210 BOLBEC) pour un montant de 38.000,00 € HT.

Ces travaux débiteront le 14 décembre 2015 pour une durée globale de 10 semaines.

Imputation budgétaire : 2135.201

7) Remplacement des cabines de douche de la RPA Beauregard (DE1512I1 _7M)

Suite à la consultation organisée le 16 Septembre 2015 pour procéder aux travaux de remplacement des cabines de douche de la RPA de Montivilliers, il a été décidé de confier ces travaux à l'entreprise Fontaine Laurent (1259 rue du Bois Tillant 76970 GREMONVILLE) pour un montant de 69.743,26 € HT.

Ces travaux débiteront début décembre et s'étaleront sur une année.

Imputation budgétaire : 61522.6112 (budget du CCAS)

8) Acquisition et maintenance de multifonctions (DE1512I1 _8M)

Suite à la consultation organisée le 2 Octobre 2015 pour procéder à l'acquisition et à la maintenance de multifonctions pour les Services Municipaux et les écoles de Montivilliers, il a été décidé de confier ce marché à la société KONICA-MINOLTA (Plaine de la Ronce – N° 375 – Contre allée – Route de Neufchâtel – 76230 ISNEAUVILLE).

Le marché passé sous forme de marché à bons de commande avec un montant minimum et maximum de 10.000,00 € HT (mini) et 50.000,00 € HT (maxi) est signé pour une durée de 12 mois à compter de la notification fixant le démarrage des prestations.

Imputation budgétaire : 2183 - Dans les sous-fonctions d'investissement du budget primitif de l'exercice considéré.

9) Acquisition de matériels informatiques (DE1512I1 _9M)

Suite à la consultation organisée le 2 Octobre 2015 pour procéder à l'acquisition de matériels informatiques pour les Services Municipaux, il a été décidé de confier ces travaux à la société ACTIV France (56-60 Boulevard Amiral Mouchez – BP 643 – 76600 LE HAVRE).

Le marché passé sous forme de marché à bons de commande avec un montant minimum et maximum de 10.000,00 € HT (mini) et 50.000,00 € HT (maxi) est signé pour une durée de 12 mois à compter de la notification fixant le démarrage des prestations.

Imputation budgétaire : 2183 - Dans les sous-fonctions d'investissement du budget primitif de l'exercice considéré

Le Conseil Municipal prend acte de cette information.

Le Maire,